

énormément profiter d'un retour massif de main-d'oeuvre et de capacité de production au secteur civil, surtout si elles se caractérisent par une grande souplesse et beaucoup de mobilité. Des politiques destinées à améliorer cette mobilité, grâce au recyclage et à des plans d'aide au développement des petites entreprises et des collectivités, peuvent être très utiles. Les efforts de reconversion envisagés par les entreprises, les collectivités et les particuliers sont tous valables, mais la cause de la réduction des armements subirait un coup fatal si nous devions accepter la proposition selon laquelle aucune réduction ne pourrait s'amorcer tant qu'un avenir raisonnable n'aurait pas été dessiné pour chaque entreprise ou personne susceptible d'être touchée.

Outre le défi de la reconversion, il existe deux autres dangers possibles allant de pair avec le progrès sur le plan de la limitation des armements, dangers contre lesquels il faut se prémunir afin de pouvoir y faire face.

#### **Un cadre pour gérer les changements s'opérant dans les relations Est-Ouest**

Première source d'inquiétude, une dangereuse instabilité dans un contexte caractérisé par de grandes réductions des armements, des convulsions politiques imprévisibles dans toute l'Europe de l'Est, et des réactions variées des pays occidentaux, notamment sur la question de la réunification allemande. De nombreuses tribunes et alliances, mis à part les pourparlers sur la limitation des armements (avec, d'une part, les pays de l'OTAN, et de l'autre, ceux du Pacte de Varsovie), entrent en jeu tandis que le monde cherche la meilleure attitude à adopter devant divers aspects de ce changement aux multiples facettes en Europe : la Communauté européenne est présente, tout comme le Conseil de l'Europe, la Commission économique pour l'Europe (ONU), l'Union de l'Europe occidentale, et bien d'autres organismes dont les programmes se croisent et dont les membres ont parfois plusieurs appartenances.

Certes, les sommets américano-soviétiques et les négociations bilatérales jouent aussi un rôle, bien que les Européens de l'Ouest aient précisé (dans les semaines ayant précédé le sommet de décembre) que «Malte n'était pas Yalta»; en d'autres termes, ils n'étaient pas disposés, en 1989, à accepter que les deux superpuissances dictent à toute l'Europe la conduite à adopter.

Par ailleurs, on ne réagit pas avec un romantisme excessif aux propos de M. Gorbatchev quand il évoque la constitution d'une «grande famille européenne», et l'on se prémunit partout contre tout